

Orléans, le 29 Janvier 2021

**Communiqué de Michel CHASSIER, Président du Groupe RN Centre-Val de Loire et  
Conseiller régional de Loir-et-Cher.**

**NON au démantèlement d'EDF.**

Le Rassemblement national soutient les salariés d'EDF pour exiger le retrait du très controversé projet Hercule qui menace purement et simplement le fleuron électrique français de démantèlement et porte atteinte à l'intérêt national en matière d'énergie.

Obnubilée par le dogme de la concurrence libre et non faussée, l'Union européenne n'a eu de cesse de vouloir créer un « marché de l'énergie » entièrement artificiel dont la condition d'existence est la destruction de tout « monopole historique », à l'instar d'EDF en France.

La guerre d'usure a commencé par retirer au groupe son statut d'établissement public (2004), puis par la libéralisation de la distribution de l'énergie (2007) et enfin par la loi NOME de 2010 qui oblige EDF à céder une part de son électricité produite grâce au nucléaire à ses propres concurrents pour des tarifs fixés ne couvrant même pas ses coûts de production et la plaçant en situation de sous-rémunération chronique.

Aujourd'hui Bruxelles ordonne à la France de démanteler EDF en obtenant la séparation de ses activités de production (nucléaire) et de commercialisation, et en ouvrant à la concurrence la gestion des barrages hydrauliques français.

Il est impératif qu'EDF demeure un groupe diversifié, à la fois producteur et distributeur d'électricité. C'est uniquement grâce à cette position solide de fleuron que la France a pu s'ériger en modèle mondial en matière d'énergie électrique et que les Français bénéficient de factures moins lourdes que leurs voisins.

Le projet Hercule n'est que la continuation par d'autres moyens de la guerre menée par Bruxelles à EDF. Il existe bien d'autres pistes pour pérenniser l'avenir de l'énergie électrique nationale, à commencer par le retour urgent à un coefficient de disponibilité du parc nucléaire élevé à l'heure où l'on prie les Français et les entreprises de veiller à leur consommation.

Le gouvernement est tout à fait complice de cette mauvaise action, dans la droite ligne du démantèlement d'Alstom au nom d'un mondialisme dépassé et pour le plus grand profit d'intérêts financiers dont M. Macron est le représentant.

Le groupe RN Centre-Val de Loire s'oppose à ce démantèlement et soulèvera la question lors de la prochaine session du conseil régional en février.